



La clé de la résilience

Combiner secours et développement pour un avenir plus sûr

Document de réflexion de la Fédération internationale
sur la résilience – Juin 2012

www.ifrc.org
Sauver des vies, changer les mentalités.



Fédération internationale des Sociétés
de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge



La *Stratégie 2020* exprime la détermination collective de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (la Fédération internationale) à relever les grands défis auxquels se heurtera l'humanité au cours de la prochaine décennie. Cette stratégie, qui repose sur les besoins et les vulnérabilités des diverses collectivités avec lesquelles nous travaillons, et sur les droits et libertés fondamentaux qui leur reviennent, vise à aider tous ceux qui se tournent vers la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge pour bâtir un monde plus humain dans la paix et la dignité.

Au cours des dix prochaines années, la Fédération internationale concentrera ses efforts sur l'atteinte des objectifs stratégiques suivants :

1. Sauver des vies, protéger les moyens de subsistance et favoriser le relèvement après les catastrophes et les crises
2. Créer des milieux de vie sains et sûrs
3. Promouvoir l'inclusion sociale et une culture de paix et de non-violence

© Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 2012

La présente publication peut, sans autorisation préalable de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, être citée, reproduite, traduite dans d'autres langues ou adaptée aux publics locaux en partie ou dans sa totalité à condition que la source soit clairement indiquée. Les demandes de reproduction à des fins commerciales doivent être adressées à la Fédération internationale : secretariat@ifrc.org

Sauf indication contraire, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge détient le copyright de toutes les photos présentées dans cette étude.

Photo de couverture : Romulo Godinez / Croix-Rouge philippine.
Il est crucial de renforcer la participation de tous au processus de développement, par le biais notamment de l'engagement bénévole et de la mobilisation du capital social.

Case postale 372
CH-1211 Genève 19
Suisse
Téléphone : +41 22 730 42 22
Télécopie : +41 22 733 03 95
Courriel : secretariat@ifrc.org
Site Internet : www.ifrc.org

1224502 07/2012 La clé de la résilience F 200

Sommaire

Avant-propos

Matthias Schmale, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale **3**

Incidences en termes de politiques et d'action 4

Introduction 6

1. Qu'est-ce que la résilience 7

2. Comment renforcer la résilience ? 13

3. Caractéristiques des communautés résilientes 17

Conclusion 27

Cette étude a pour objet de faire savoir à nos principaux partenaires comment la Fédération internationale comprend et envisage la résilience, ainsi que de servir d'outil de référence au sein du réseau des Sociétés nationales. Nous appelons tous les acteurs clés à soutenir le travail opérationnel de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en faveur de la résilience de façon à ce que, tous ensemble, nous puissions instaurer les changements en profondeur qui s'imposent pour garantir un développement durable dans les années à venir.



NIGERIA
Un enfant de Calabar

Pour vivre dans la dignité, ce petit garçon aura besoin de rappels de vaccins contre les maladies évitables, d'une moustiquaire, de services de santé facilement accessibles en cas de maladie, d'un foyer, d'une école, d'une alimentation saine, d'eau pure et potable et d'un environnement sûr. Si toutes ces conditions sont réunies, il peut espérer grandir et s'épanouir en s'affranchissant de la simple survie.

© Benoit Matsha-Carpentier/IFRC

Avant-propos

Dès sa fondation, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a été guidé par une série de principes et valeurs humanitaires clairement établis qui, d'une manière ou d'une autre, visent à promouvoir et renforcer la résilience. Nous nous efforçons de satisfaire les besoins essentiels des gens en matière de santé, de logement, d'éducation, d'alimentation, d'approvisionnement en eau et de sécurité; de faire en sorte que les coûts et avantages sociaux soient équitablement partagés entre tous et les inégalités éliminées; de promouvoir la compréhension et le respect des droits de l'homme, de la dignité humaine et des valeurs locales; de garantir une gestion responsable des ressources non renouvelables, de la biodiversité et de l'environnement.

En cette année qui marque le 20^e anniversaire du 'Sommet de la Terre', la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992, et le 10^e anniversaire du Sommet mondial de 2002 sur le développement durable, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ont souhaité proposer une réflexion sur la résilience et appeler tous les acteurs clés à travailler en partenariat avec nous afin de favoriser un développement durable et de renforcer la résilience. Dans notre optique, la résilience réside dans la capacité des individus, des communautés, des organisations ou des pays exposés à des catastrophes, à des crises et aux vulnérabilités qui les sous-tendent, à en anticiper les effets, à en réduire l'impact, à les surmonter et à s'en relever sans compromettre leurs perspectives de développement à long terme.

Nous abordons les déterminants sociaux et économiques à différents niveaux interconnectés – individuel, communautaire, national, régional et mondial. Il est important de comprendre comment le bien-être des individus peut affecter leur aptitude à contribuer au développement de la communauté à laquelle ils appartiennent. Le développement communautaire dépend à la fois des politiques gouvernementales et des forces du marché, lesquelles sont elles-mêmes tributaires de la gouvernance régionale et mondiale, des tendances démographiques et des tendances universelles comme le vieillissement, l'urbanisation, la croissante interconnexion planétaire, le changement climatique et les pandémies, pour ne citer que les principales d'entre elles.

Il est crucial de renforcer la participation de tous au processus de développement, par le biais notamment de l'engagement bénévole et de la mobilisation du capital social. L'exemple du Burundi figurant dans le présent rapport illustre bien la valeur de notre réseau communautaire pour renforcer la résilience locale, en montrant comment nos volontaires contribuent à limiter les risques de violences interethniques, à réduire l'insécurité alimentaire et à pallier les insuffisances des services à la communauté.

Réputés pour nos interventions de secours vitales dans les situations de catastrophes et autres crises, nous entendons bien préserver notre position de numéro un mondial dans le secteur humanitaire. Cependant, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ne sont pas actifs que dans l'urgence, mais présents au sein des communautés bien avant que les crises ne se déclarent. A ce titre, nous sommes excellemment placés pour apporter une contribution déterminante au développement.

Changer les mentalités, les attitudes et les comportements pour promouvoir la résilience, l'équité et la dignité est possible si nous nous appliquons tous ensemble à supprimer les lignes de démarcation artificielles qui séparent traditionnellement nos différents domaines d'action. Nous nous réjouissons de poursuivre et intensifier nos efforts dans ce sens avec tous nos partenaires clés.

Matthias Schmale
Secrétaire général adjoint,
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Incidences en termes de politiques et d'action

- La réduction des risques et le renforcement de la résilience sont cruciaux pour promouvoir un développement durable et devraient à ce titre faire partie intégrante de l'agenda du développement international au-delà de 2015, année marquant l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement. A cet égard, nous nous félicitons de l'engagement souscrit par les gouvernements lors du 4^e Forum à Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide tenu en 2011 à Busan : « Nous devons veiller à ce que les stratégies et programmes de développement visent en priorité à favoriser la résilience, face aux chocs, des populations et des sociétés les plus exposées, en particulier dans les contextes de grande vulnérabilité qui caractérisent, par exemple, les petits États insulaires en développement. Investir dans la résilience et la réduction des risques est un moyen d'optimiser et de pérenniser nos efforts de développement. »¹
- Il s'ensuit que la réduction des risques doit être intégrée dans les politiques et plans d'investissement gouvernementaux. L'évaluation des risques, fondée sur l'analyse des pertes et l'estimation des pertes potentielles futures, est essentielle pour des prises de décision rationnelles. Les gouvernements, décideurs politiques et autres responsables concernés devraient encourager la formulation et le financement de plans pour la résilience sur la base d'une approche intersectorielle coordonnée et cohérente.
- Les législations relatives aux interventions lors de catastrophes favorisent le renforcement de la résilience et la mobilisation sociale. C'est pourquoi les gouvernements doivent être encouragés à élaborer et/ou actualiser ces instruments juridiques.
- Les gouvernements devraient promouvoir des solutions énergétiques équitables et durables visant en priorité les plus démunis et propres à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au niveau international, cela devrait comporter un soutien financier et technique renouvelé aux efforts des pays en développement en vue de garantir tout l'éventail des services énergétiques requis pour aider les populations à se sortir de la misère.²
- Tous les acteurs concernés doivent œuvrer au sein de partenariats mondiaux et locaux au renforcement de la résilience, y compris en instaurant les réformes requises à tous les niveaux en matière de gouvernance, au renforcement de la responsabilité et à la mobilisation citoyenne dans la surveillance de la performance environnementale et développementale à tous les niveaux.
- L'appropriation, l'alignement et l'harmonisation des financements et l'exigence de résultats dans le cadre d'une responsabilité mutuelle demeurent aussi nécessaires que jamais. Toutefois, cela ne signifie rien sans la participation organisée des communautés locales elles-mêmes. Leur engagement et leur mobilisation sont indispensables pour avancer dans la mise en œuvre des agendas de la résilience et du développement durable.
- Si la résilience est envisagée comme un élément clé des efforts de développement, les besoins humanitaires essentiels des personnes vulnérables ne peuvent pas être négligés. Les initiatives développementales et humanitaires doivent être exemptes d'effets dommageables et contribuer à rendre les gens moins vulnérables et moins exposés à des inégalités évitables au regard des déterminants de la santé et du bien-être.

¹ Paragraphe 27 du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement : http://www.aideeffectiveness.org/busanhlf4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT-FINAL_FR.pdf

² La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge se joignent à l'appel de la société civile sommant les négociateurs à Rio+20 d'engager leurs pays dans des mesures propres à éradiquer la pauvreté et à régénérer l'environnement naturel. <https://www.oxfam.org/fr/cultivons/pressroom/pressrelease/2012-05-04/le-sommet-de-rio-2012-doit-sortir-des-orni%C3%A8res-de-la-routine>

- La mise en œuvre d'une vision et d'une approche Croix-Rouge et Croissant-Rouge intégrées et cohérentes de la résilience passe par une évolution des mentalités et réclame un travail soutenu et de longue haleine. Pour imposer de façon crédible notre approche de la résilience, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge doivent, dans la mesure de nos moyens et compétences, contribuer de manière significative à l'éradication de la pauvreté, à la réduction des inégalités et à la promotion de l'équité et de la dignité.
- Conformément à notre *Stratégie 2020*, nous membres de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge continuerons d'appliquer des méthodes éprouvées, tout en explorant simultanément des moyens novateurs d'intégrer une approche globale de la résilience dans nos services actuels et futurs.
- Les leaders d'opinion, les décideurs et les donateurs sont appelés à soutenir la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge dans cette évolution vers une approche plus exhaustive de la résilience, y compris à travers l'allocation d'une portion plus importante de leurs financements à cette contribution majeure au développement durable.
- Toujours sur le plan du financement, l'Assemblée générale de la Fédération internationale a décidé que nous devrions nous appliquer à affecter au moins 10% de chaque appel d'urgence à nos efforts de renforcement de la résilience. Nous comptons sur l'appui de nos donateurs pour faire de cet objectif une réalité.

Introduction

.....

Traditionnellement, une bonne part de l'effort humanitaire dans les situations de catastrophe ou de crise porte sur des interventions d'urgence visant à sauver des vies. Toutefois, les individus et communautés confrontés à des épreuves simultanées ou répétées comme les crises économiques, les épidémies ou les catastrophes naturelles accompagnées de destructions de logements ou de moyens de production sont plus efficacement soutenus lorsque l'action humanitaire s'attaque aussi aux vulnérabilités sous-jacentes et au renforcement des capacités à surmonter de futurs chocs.

La *Stratégie 2020* de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) énonce à la fois l'engagement de l'institution en matière de secours d'urgence lors de catastrophes et de crises et son attachement à des mesures visant à protéger les biens de subsistance, à faciliter le relèvement et à promouvoir des conditions d'existence saines et sûres sur le long terme. Autrement dit, elle met en lumière le rôle de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aussi bien dans la réponse humanitaire aux besoins les plus pressants que dans le traitement des causes sous-jacentes de la vulnérabilité à travers des activités développementales.

Pour réaliser ces ambitions, la Fédération internationale s'emploie à développer et à affiner ses politiques et projets axés sur la résilience en combinant son engagement humanitaire face aux menaces immédiates à des approches durables et à des efforts de renforcement institutionnel de longue haleine traditionnellement associés au secteur du développement.

1. Qu'est-ce que la résilience ?

Le concept de résilience prend ses racines dans la science des matériaux et l'écologie, mais il s'est peu à peu imposé également dans les travaux de diverses disciplines sociales et dans la psychologie.³ Fondamentalement, la résilience consiste dans **la capacité des systèmes à répondre et à s'adapter efficacement à des situations nouvelles**. Plus concrètement, elle définit l'aptitude d'infrastructures physiques essentielles à absorber des chocs.⁴ D'un point de vue psychologique, il s'agit d'un processus d'adaptation et d'un ensemble de compétences, capacités, comportements et actions destinés à surmonter l'adversité.

Pour la Fédération internationale, la résilience se définit comme suit :

La capacité des individus, des communautés, des organisations ou des pays exposés à des catastrophes et des crises et aux facteurs de vulnérabilité sous-jacents à :

- anticiper,
- réduire l'impact,
- faire face,
- et se relever des effets de l'adversité sans compromettre le potentiel de développement à long terme.

Ci-dessous, nous examinons plus en détail la signification des différents éléments de cette définition.

- Le terme **capacité** est l'une des clés de la compréhension du concept de résilience. La capacité est fonction d'un ensemble de ressources humaines, psychologiques, sociales, financières, matérielles, naturelles ou politiques. Tout individu ou communauté possède un certain capital de ressources. L'objectif du renforcement de la résilience consiste à développer ce capital de manière à optimiser la capacité à surmonter l'adversité.
- La résilience peut être envisagée comme la capacité **d'un individu, d'une communauté, d'une organisation ou d'un pays**. Une approche exhaustive de la résilience suppose de comprendre l'interconnexion de ces différents échelons et leur lien avec les sphères régionales et mondiales.⁵ L'analyse de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge prend souvent naissance à l'échelon communautaire. Une analyse approfondie réclame une bonne compréhension de la situation de l'individu et de la famille et de sa résilience au sein de la communauté. Mais il faut également prendre en compte l'environnement élargi et son impact sur la communauté et ses membres. Les interventions visant à améliorer la résilience peuvent être menées à différents niveaux et se renforcent mutuellement. A titre d'exemple, on peut mentionner la mise en œuvre parallèle d'efforts de plaidoyer pour une politique de santé publique équitable au niveau national, d'amélioration des systèmes de gestion des déchets au niveau communautaire et de vaccination au niveau individuel.

³ Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants : renforcer la résilience. <http://www.unicef.org/french/hac2011/index.html>

⁴ Institute for National Security and Counterterrorism, Project on Resilience and Security, 'Resilience in Post-Conflict Reconstruction and Natural Disasters' Workshop Report, Syracuse University, 9 mars 2009.

⁵ *The Framework for Community Safety and Resilience (FCSR)* est un document de référence essentiel pour toute réflexion portant sur la résilience. Fruit d'une consultation intensive avec les Sociétés nationales, il est accessible via le lien suivant : <http://www.ifrc.org/Global/Case%20studies/Disasters/cs-framework-community-en.pdf>

Figure 1. Des niveaux de résilience interconnectés⁶

Notre approche exhaustive de la résilience aborde les déterminants sociaux et économiques à **différents niveaux interconnectés** – individuel, communautaire, national, régional et mondial.

AU NIVEAU INDIVIDUEL

Aider les personnes âgées à sortir de l'isolement.

Mongolie – Histoire de Dolgor: un remède contre la solitude

Le visage de Dolgor s'illumine à l'entrée du groupe sous sa yourte. Agée de 80 ans, sans famille proche, la vieille femme souffre cruellement de la solitude. C'était le cas, en tout cas, jusqu'à ce que Munkhtuya, une volontaire de la Croix-Rouge à Oulan-Bator, ne commence à lui rendre régulièrement visite. Dolgor l'appelle sa fille et a noué une relation très étroite avec elle. «Elle est si bonne avec moi», commente Dolgor. «Je me sentais si seule autrefois, mais, aujourd'hui, je suis heureuse. Munkhtuya vient me voir chaque semaine et m'apporte toutes sortes de présents.» Lorsque les habitants des zones rurales migrent vers la ville, les réseaux familiaux qui servent traditionnellement de filets de sécurité se désagrègent. La Croix-Rouge de Mongolie intervient alors pour combler le vide, s'attachant plus spécialement à soutenir les personnes âgées vulnérables. Dolgor en est un parfait exemple. Elle avait deux enfants dont un est décédé et l'autre vit dans une région reculée de la steppe. La section locale de la Croix-Rouge voulait aider Dolgor, mais il lui a fallu beaucoup de temps pour la localiser, car elle était sans cesse contrainte de déménager. *

Canada – Programme 'Première rencontre'

Développer la résilience des migrants et des communautés en transit.

La Croix-Rouge canadienne assure de nombreux services visant à faciliter l'intégration des migrants. Le programme 'Première rencontre' leur fournit des informations sur le logement, les formalités à remplir pour obtenir le statut de réfugié, les possibilités d'emploi et les réseaux d'assistance juridique et sociale. En outre, la Société nationale offre aux immigrants des cours d'éducation et de formation. «Le programme 'Première rencontre' a été une expérience très enrichissante pour moi», témoigne un volontaire. «J'ai le sentiment que la responsabilité qui m'a été confiée m'a permis d'améliorer mes propres aptitudes professionnelles aussi bien que ma compréhension du problème. Je valorise grandement la diversité des tâches à assumer et la dimension humaine du projet.» Entre 2008 et 2011, les volontaires du programme ont assisté plus de 1300 immigrants originaires de 86 pays et parlant 72 langues différentes. Rien que cette année, plus de 50 000 heures de bénévolat ont été consacrées à cette initiative.**

* <http://www.redcross.org.uk/What-we-do/Health-and-social-care/Social-support-overseas/Social-care-in-Mongolia/Dolgors-story-a-cure-for-loneliness>

** <http://www.redcross.ca/article.asp?id=8264&tid=071>

AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Soudan – Renforcer la résilience communautaire via des programmes intégrés

Durant les vingt dernières années, le Croissant-Rouge du Soudan a développé avec le concours des Sociétés de la Croix-Rouge danoise et norvégienne des programmes visant à réduire la vulnérabilité des nomades Beja face aux sécheresses à répétition et à protéger, dans la mesure du possible, les ressources de cette communauté dans les pays de destination de manière à améliorer sa résilience globale face aux catastrophes naturelles. Les différents projets ont été lancés entre 1986 et 1990 suite à la crise de sécurité alimentaire que subissaient les Bejas vivant dans la province de Greater Sinkat (Derudeb, Haya et Sinkat) dans l'Etat de la Mer Rouge. Ils ont traversé différentes phases en termes de contenu et de mise en œuvre au cours des deux décennies suivantes. Les programmes de développement communautaire de Sinkat et de sécurité alimentaire intégrée dans les régions rurales de Derudeb et Haya se poursuivent avec l'objectif de restaurer les moyens de subsistance des nomades, de façon à les préparer ainsi que leur environnement à affronter les événements climatiques extrêmes des années à venir. Les activités ont porté non seulement sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, mais aussi sur la santé, l'eau et l'éducation. Outre qu'ils ont contribué à renforcer la résilience des bénéficiaires, ces efforts se sont avérés très rentables en termes de coût-efficacité.

⁶ Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 'Health Strategic Operational Framework', 2011

AU NIVEAU NATIONAL

Créer un environnement propice pour permettre à la Société nationale de réaliser tout son potentiel face aux catastrophes naturelles.

République populaire démocratique de Corée – Renforcement des capacités: développement et gestion des risques

La Société de la Croix-Rouge de la République populaire démocratique de Corée a été fondée il y a plus de 60 ans. Aujourd'hui, elle est un des principaux acteurs du pays dans le domaine humanitaire, grâce en partie au soutien constant dont elle a bénéficié durant la décennie écoulée de la part de la Fédération internationale, de ses Sociétés sœurs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leurs gouvernements. Son programme de gestion des catastrophes a été mis en place afin de réduire les risques liés aux catastrophes naturelles et d'aider les communautés à s'en protéger et à en limiter les effets. Le principal objectif consiste à sensibiliser la population aux risques qui la menacent et à améliorer la préparation au niveau local, mais le programme inclut également des activités de prévention structurelles (aménagement de digues, par exemple) et non structurelles (systèmes d'alerte rapide, plans d'urgence, cartographie des risques). Il cible principalement les provinces du pays les plus exposées aux inondations, où plus de 100 communautés ont été mobilisées pour construire des ouvrages de défense contre les crues et les coulées de boue qui ont rendu beaucoup plus sûr leur environnement naturel. Depuis 2008, la Société nationale a par ailleurs prépositionné dans sept entrepôts disséminés à travers le territoire des assortiments de secours permettant de couvrir rapidement les besoins essentiels de quelque 27 000 familles en cas d'urgence. *

* http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/reducing_risks/201300-North-Korea-Case-Study.pdf

AU NIVEAU MONDIAL

Influer sur l'agenda de la santé.

Plaider auprès des gouvernements pour la mise en place de services essentiels au profit de populations vulnérables

Le 16 mars 2012, parallèlement à la 55^e session de la Commission des Nations unies sur les drogues narcotiques, l'UNODC et la Fédération internationale ont co-organisé une rencontre pour appeler les gouvernements à mettre en œuvre des programmes de réduction des risques à l'intention des toxicomanes.* Mariam N. Musa, de la Croix-Rouge du Kenya, a décrit les efforts de sa Société nationale pour tenter de résoudre les problèmes consécutifs à une rafle contre les trafiquants de drogues au début de 2011, quand de nombreux consommateurs s'étaient retrouvés en état de manque. «Un de nos principaux sujets d'inquiétude réside dans le fait que deux tiers des femmes consommant de l'héroïne dans les régions côtières du pays sont infectées par le VIH en raison de pratiques sexuelles à risque», a-t-elle déclaré. «En l'absence quasi totale de services de soutien pour ces femmes qui ont pourtant des besoins très aigus en matière de santé reproductive ou de grossesses non désirées, cela représente une véritable bombe à retardement si nous ne mettons pas en place des programmes efficaces de réduction des risques.» En accord avec les autorités nationales, la Croix-Rouge a donc lancé des services d'aide d'urgence et de prévention au bénéfice des toxicomanes.**

Les gouvernements doivent intégrer la dimension humanitaire dans les efforts d'adaptation au changement climatique

La Fédération internationale a suivi depuis 2002 le processus de négociations de la CCNUCC*** et activement participé en qualité d'observateur à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques depuis 2007 (COP 14 à 17), plaçant pour la prise en compte des conséquences du changement climatique sur le plan humanitaire. Elle a notamment mis l'accent sur les aspects suivants : i) réduction et gestion des risques de catastrophes ; ii) moyens de subsistance, sécurité alimentaire et santé ; iii) migrations et autres déplacements de populations. En tant que présidente de l'IASC Task Force on Climate Change (2008-2010), la Fédération internationale s'est efforcée de promouvoir parmi les acteurs humanitaires des positions communes sur le processus de négociations et de renforcer leur capacité d'influence dans ce domaine. Grâce à notre mobilisation et à notre rôle moteur au sein du groupe interagences, l'Accord de Cancun (COP 16, 2010) reflète de manière satisfaisante l'agenda humanitaire au regard des conséquences potentielles du changement climatique.

* <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/opinions-and-positions/speeches/2012/to-the-commission-on-narcotic-drugs-55th-session/>

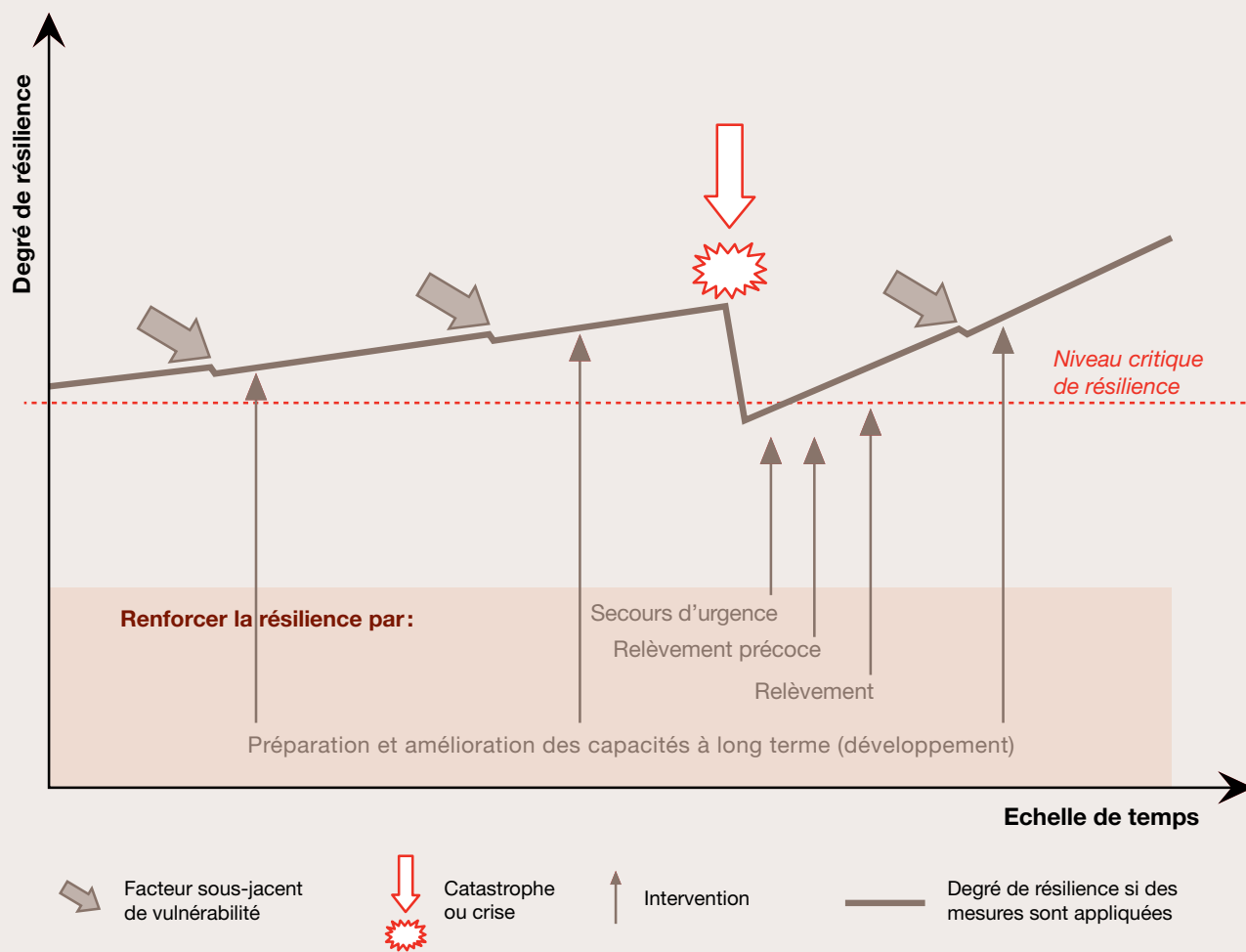
** <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/news-stories/international/drug-users-need-treatment-not-incarceration/>

***Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique : http://unfccc.int/essential_background/items/6031.php

- Un autre aspect clé de la définition réside dans la reconnaissance du fait que les individus, les communautés, les organisations et les pays sont **à la fois exposés à des catastrophes et à des crises et à des facteurs sous-jacents de vulnérabilité**. Ces deux éléments peuvent être respectivement définis comme suit:⁷
- **Les catastrophes et les crises** sont des causes immédiates ou menaces imminentes comportant un enjeu de vie ou de mort, à l'instar des catastrophes naturelles, des épidémies, des conflits ou de la volatilité aiguë des prix des denrées alimentaires.
- **Les facteurs sous-jacents de vulnérabilité** sont des causes et tendances à plus long terme qui minent le potentiel de développement et accentuent la vulnérabilité, à l'instar de la dégradation des ressources naturelles, des changements démographiques, des effets du changement climatique, des maladies non transmissibles ou du déclin économique. Lesdits facteurs peuvent en outre être répartis comme suit en causes conjoncturelles ou structurelles:
 - Les causes conjoncturelles minent le bien-être et le potentiel de développement des personnes concernées. Elles se rapportent généralement à des carences ou des besoins comme, par exemple, le manque d'accès à des services essentiels, le manque de compétences, la faible productivité des moyens de subsistance ou le manque de soutien et d'assistance vis-à-vis des femmes et des enfants.
 - Les causes structurelles se rapportent à des lacunes ou faiblesses des systèmes sociaux, politiques, économiques ou environnementaux, et exacerbent les facteurs de vulnérabilité conjoncturels. On peut citer comme exemples la mauvaise gouvernance (politique), la marginalisation et l'exclusion (social), les termes de l'échange (économique) ou la capacité de charge du milieu (environnemental).
 - Les causes conjoncturelles et structurelles de la vulnérabilité sont étroitement dépendantes les unes des autres. Ainsi, le risque de famine ou un conflit peut résulter de la dégradation chronique de la base de ressources naturelles. A l'inverse, l'adaptation au changement climatique ou la bonne gestion des mouvements de populations peut contribuer à limiter les risques de catastrophes ou de conflits. Le caractère complexe de la vulnérabilité fait qu'il est souvent impossible pour les Sociétés nationales de s'attaquer à des menaces imminentes sans se préoccuper également de certains facteurs sous-jacents.
- La définition énumère différentes capacités : **anticiper ; réduire l'impact ; faire face ; se relever des effets de l'adversité**. Autrement dit, la résilience ne constitue pas simplement une aptitude à réagir dans l'urgence à des 'circonstances' adverses, mais réside plutôt dans un processus d'adaptation positive avant, pendant et après la crise. Fondamentalement, le renforcement de la résilience est un effort pour préserver les avancées à long terme et limiter le recul dramatique du développement qu'entraînent trop souvent les catastrophes et les crises. Pour la Fédération internationale, cette approche met en évidence les liens indissociables qui unissent préparation, secours et relèvement avec des activités de nature plus strictement développementale (voir fig. p. 11).

⁷ Adapté de: Department for International Development (DFID), 'Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper', novembre 2011 et M. Katherine McCaston, Michael Rewald and CARE's Integration Team, CARE, 'A Conceptual Overview of Underlying Causes of Poverty', janvier 2005.

Figure 2. Les mesures de renforcement de la résilience visent à : (a) maîtriser les facteurs sous-jacents de vulnérabilité afin de préserver le développement; (b) réduire et limiter les atteintes dramatiques à la résilience causées par les catastrophes et les crises; (c) favoriser le relèvement après un événement adverse.



- Enfin, un aspect essentiel de la définition réside dans la capacité à se relever des effets de l'adversité **sans compromettre le potentiel de développement à long terme**, ce qui distingue la résilience de la simple survie. En d'autres termes, la résilience désigne l'aptitude à se rétablir, voire à améliorer les choses plutôt que de replonger dans une situation de vulnérabilité. Le renforcement de la résilience peut être associé à des fenêtres d'opportunité pour le changement et l'évolution comme il s'en présente souvent après une épreuve.⁸

⁸ Dr. Tom Mitchell and Katie Harris, Overseas Development Institute (ODI), 'Resilience: A Risk Management Approach', janvier 2012.

خواب

AFGHANISTAN
Les formateurs du
programme de santé
et de premiers secours
communautaires du
Croissant-Rouge afghan
conduisent un exercice
sur la purification de
l'eau.

Formation, éducation, sensibilisation et plaidoyer sont autant d'aspects importants des efforts d'amélioration de la résilience. Les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aident les individus et les communautés à améliorer leur compréhension des risques et leur capacité à les réduire, à se préparer à l'adversité et à y faire face.

© Ali Hakimi/IFRC

2. Comment renforcer la résilience ?

La clé de la résilience réside en partie dans l'intégration des efforts, des politiques et des approches humanitaires et développementales. Les concepts de redevabilité et de participation, par exemple, s'appliquent aussi bien à l'action humanitaire qu'aux activités de développement.

Les menaces diverses auxquels sont exposés les gens ainsi que leurs conséquences potentielles si elles se concrétisent doivent être envisagées conjointement aux capacités existantes et aux moyens de les consolider. L'importance attachée à la résilience va de pair avec la compréhension du fait que ce qui détermine le degré de vulnérabilité face à des catastrophes et autres chocs, c'est moins la gravité de ces événements que la fragilité sous-jacente résultant d'une combinaison préalable de facteurs de risque interconnectés. Le développement de la résilience suppose en engagement de longue haleine mettant en application les principes de participation, d'inclusion et de redevabilité.

Les principes énoncés ci-dessous aideront à préciser le sens des approches fondées sur la résilience, et les études de cas du chapitre suivants montrent comment lesdits principes peuvent être mis en pratique.

1 Connaître les gens, reconnaître leurs capacités

La résilience n'est pas quelque chose que l'on peut imposer ou introduire de l'extérieur. Le point de départ de tout soutien humanitaire ou développemental doit être la reconnaissance et la prise en compte des efforts déployés par les individus, leurs familles et leurs communautés pour accroître leur propre résilience.

La Croix-Rouge du Honduras encourage la participation des hommes aux activités de santé maternelle, néonatale et infantile

Au Honduras, comme dans beaucoup d'autres pays, la santé familiale est essentiellement envisagée comme relevant de la seule responsabilité des femmes. Néanmoins, dans les régions de Copan et Santa Barbara, de nombreux hommes ont entrepris d'assumer de nouveaux rôles en militant et en prenant une part active aux soins de santé maternelle, néonatale et infantile.

Don Ramon est l'un d'eux. Dans son village, il travaille à la fois comme agent de santé communautaire et comme accoucheur traditionnel. Suite au décès en couches de sa sœur, il avait accueilli sa nièce sous son toit et quand ses propres enfants sont nés – à domicile, faute d'une clinique à proximité – il a appris à seconder la sage-femme. En questionnant les idées reçues sur la distribution des rôles entre les sexes, Don Ramon est en train de devenir un modèle pour beaucoup de membres de sa communauté. Il jouit de la confiance tant des hommes que des femmes des villages avoisinants pour tout ce qui touche à la grossesse, à l'accouchement et aux problèmes post-partum.

Le projet REDES (Réseaux) de la Croix-Rouge du Honduras a été lancé en 2006 avec le concours de la Croix-Rouge canadienne et en partenariat avec le ministère hondurien de la Santé, les autorités municipales et les communautés locales. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative-phare de la Fédération internationale 'Les jeunes en tant qu'agents du changement de comportement' qui a pour objet de faire évoluer les attitudes et les modes d'existence. Le projet REDES illustre parfaitement l'engagement du Mouvement à combattre les inégalités en matière de santé et contribue à améliorer le bien-être des hommes, des mères et des enfants à travers toute la région.

A la fin de 2011, près de 80 000 personnes au total en avaient déjà bénéficié, le nombre d'enfants enregistrés dépassant les 11 000 et le taux de participation atteignant 92%. La mortalité néonatale a reculé de 62% dans la région couverte par le projet, la Croix-Rouge a publié trois brochures de formation et de sensibilisation, et le nombre d'hommes participant aux contrôles de santé mensuels durant la période de grossesse, à l'accouchement et au pesage mensuel des bébés est en constante augmentation.



2 Respecter l'AUTONOMIE LOCALE

L'autonomie, les ressources et les capacités locales doivent être pleinement respectées et les relations avec les autorités et autres acteurs locaux doivent être consolidées. La dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure et l'ingérence doivent être autant que possible évitées.

Erythrée – La participation et la contribution communautaires sont cruciales pour réduire la vulnérabilité

En Erythrée, sécheresses récurrentes et inondations éclairs, combinées à l'absence d'une infrastructure adéquate en matière d'eau et d'assainissement dans les régions rurales, ont entraîné des taux élevés de morbidité et de mortalité, en particulier parmi les enfants. La mise en valeur et le renforcement des capacités de résilience des communautés locales représente vraisemblablement la meilleure stratégie pour faire face à la multitude des défis sociaux, économiques, sanitaires et humanitaires. Les communautés rurales vulnérables sont confrontées de manière répétitive aux sécheresses, aux inondations et aux pénuries alimentaires. Dans ce contexte, des projets de réduction des risques favorisent une adaptation plus efficace au changement climatique, une protection améliorée des ressources en eau et le développement de nouvelles sources d'approvisionnement, la conservation des sols, y compris grâce à la plantation d'arbres, ainsi que la mise en valeur de l'énergie 'solaire' renouvelable. En outre, on s'efforce de promouvoir l'utilisation de fourneaux économes en combustibles, la récupération des eaux de pluie, les soins de santé et les premiers secours communautaires, ainsi qu'une sensibilisation accrue à la prévention du VIH et à la sécurité routière. « Nous mettons désormais l'accent sur le captage de l'eau au moyen de barrages à accumulation de sable, comme l'ouvrage de 12 m. de hauteur érigé à Begu qui permettra d'approvisionner quelque 10 000 personnes », rapporte Yisehak Kiflay, responsable du programme eau et assainissement à la Croix-Rouge érythréenne. « Nous n'aurions pas pu construire ce barrage sans la main d'œuvre et les matériaux fournis par la communauté ni la coopération et le soutien des autorités locales, qui ont également fourni des matériaux », poursuit-il. « Un tel résultat n'est possible que si l'on mobilise dès le début du projet les membres de la communauté et les pouvoirs publics afin de convenir avec eux de leur contribution potentielle pour relever les différents défis », commente Nura Mohammed Omer, secrétaire général de la Société nationale.*



* <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/news-stories/africa/eritrea/resilience--not-a-new-concept-for-many-vulnerable-eritreans/>

3 Des évaluations, une planification et une mise en œuvre CONCERTÉES

La compréhension des divers facteurs sous-jacents de vulnérabilité aux catastrophes et aux crises requiert des évaluations, une planification et une mise en œuvre concertées parmi les différents secteurs concernés.*

Népal – Se prémunir contre les risques locaux

Au Népal, à l'issue d'un processus d'évaluation des vulnérabilités et des capacités, la Croix-Rouge a élaboré avec les villageois des programmes pour réduire les risques locaux comme les inondations. Le caractère participatif du processus et l'impact des actions menées par les habitants eux-mêmes leur ont fait prendre conscience que les catastrophes ne sont pas une fatalité devant laquelle on reste impuissant, mais qu'il est possible au contraire d'en limiter les conséquences.



* L'approche baptisée Evaluation des vulnérabilités et des capacités, par exemple, fait appel à divers outils participatifs pour mesurer les risques auxquels les gens sont exposés et leur aptitude à faire face aux catastrophes naturelles. Elle fait partie intégrante de la préparation aux catastrophes et facilite la mise en place de programmes de prévention communautaires dans les zones aussi bien rurales qu'urbaines. <http://www.ifrc.org/en/what-we-do/disaster-management/preparing-for-disaster/disaster-preparedness-tools/disaster-preparedness-tools/>

4 UN ENGAGEMENT À LONG TERME

Le renforcement de la résilience ne se fait pas en un jour, mais exige un engagement et un investissement à long terme.

Qatar – Centre de santé des travailleurs : un modèle de prévention communautaire des maladies non transmissibles

Près de 75% des 1,7 million d'habitants du Qatar sont des immigrants originaires principalement d'Asie du Sud, des Philippines et d'autres pays arabes. La croissance semble devoir se maintenir avec le lancement de nombreux projets d'infrastructure extrêmement ambitieux, parmi lesquels la préparation de la Coupe du Monde en 2022 et un réseau national de chemin de fer. Environ 15% des immigrants seraient affectés par des maladies non transmissibles comme l'hypertension, le diabète ou l'asthme, des problèmes principalement associés au mode de vie, notamment à la consommation de tabac, au régime alimentaire et au manque d'éducation sanitaire. Souvent illettrés, vivant dans des conditions très précaires et vulnérables, ils sont également exposés à certaines maladies chroniques.

C'est une des principales raisons à l'origine de l'ouverture en décembre 2010 d'un Centre de santé des travailleurs par le Croissant-Rouge du Qatar, en collaboration avec le ministère de la Santé, le ministère du Travail et divers partenaires privés.

Les représentants des entreprises privées sont encouragés à aider leurs employés à améliorer leurs connaissances dans le domaine de l'hygiène et de la santé et à se protéger contre les maladies non transmissibles. En juillet 2011, douze équipes issues de cinq entreprises s'étaient portées volontaires au centre. Au titre de leur contribution, les entreprises impriment des brochures dans différentes langues et organisent pour leurs employés des séminaires d'information. Le personnel du centre évalue les progrès via des visites auprès des entreprises et en s'assurant que les employés ont bien compris et assimilé les notions qui leur ont été dispensées.



« Notre pays change et les secteurs tant public que privé admettent que notre approche des maladies non transmissibles doit évoluer elle aussi. Il y a dix ans, nous n'avions pas autant d'immigrés, mais notre croissance actuelle dépend étroitement d'eux. C'est pourquoi il est indispensable de les inciter à avoir un mode de vie sain et une activité physique régulière, et de les aider à diagnostiquer d'éventuels problèmes de santé. Au demeurant, cela vaut non seulement pour les immigrants, mais également pour nos concitoyens », observe le docteur Daoud AlBasty, chef du département de la santé du Croissant-Rouge du Qatar.

5 TRAVAILLER EN PARTENARIAT

Il est essentiel de nouer et développer des partenariats ou de mobiliser d'autres soutiens, en particulier dans les domaines qui ne relèvent pas du mandat ou des compétences principales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le soutien de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ne peut suffire pour bâtir des communautés résilientes, mais nous pouvons jouer un rôle important en mobilisant le soutien d'autres partenaires clés.



Partenariats en action : L'Alliance pour la prévention du paludisme

L'Alliance pour la prévention du paludisme (AMP), présidée par la Fédération internationale, est un bon exemple de la manière dont les partenariats peuvent contribuer efficacement à faire avancer l'agenda de la résilience. Elle regroupe plus de 40 partenaires – gouvernements, entreprises, organisations religieuses et humanitaires – unies par l'objectif commun d'accroître la diffusion et l'utilisation des moustiquaires à imprégnation durable. Entre 2000 et 2011, le pourcentage de foyers possédant au moins une moustiquaire est passé de 3 à 50%. Plus de 294 millions de moustiquaires ont été achetées entre 2008 et 2010, assez pour protéger plus de 70% de la population à risque en Afrique. «L'AMP rassemble un éventail très large et sans équivalent de partenaires engagés à faciliter la réalisation des objectifs de l'initiative Faire reculer le paludisme, notamment celui consistant à assurer une couverture universelle de prévention contre la maladie», explique George Greer, conseiller principal pour la santé infantile et les maladies infectieuses au sein de la PMI (President's Malaria Initiative, USAID). «Grâce aux efforts collectifs de ces partenaires, nous avons assisté à des changements de politiques et à des innovations dans la distribution des moustiquaires qui se sont traduites par une augmentation spectaculaire du taux de couverture et par une baisse radicale de la charge de morbidité sur les familles, les communautés et les nations, surtout en Afrique où le fardeau du paludisme est le plus lourd. A travers sa collaboration avec les gouvernements, le partenariat AMP contribue également à la réalisation des composantes sanitaires des Objectifs du Millénaire pour le Développement.» *

* <http://www.allianceformalariaprevention.com/index.php>

6 CONNAÎTRE LES LIMITES

Il importe d'être conscient du fait que le renforcement et le maintien de la résilience ne sont pas possibles en tout temps dans tous les cas de figure (par exemple, à cause de problèmes d'accès ou de ressources). En toutes circonstances, on doit en outre être assuré que l'intervention ne risque pas de miner les capacités de résilience existantes. Des outils comme la BPI (Better Programming Initiative) peuvent s'avérer très utiles dans certains contextes fragiles pour garantir le renforcement de la résilience.

7 RENFORCER LES LOIS ET POLITIQUES RELATIVES AUX SITUATIONS DE CATASTROPHE

La législation devrait acter la contribution des personnes vulnérables et de leurs communautés, de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la société civile et du secteur privé en matière de réduction des risques. Le renforcement des lois et politiques favorisera l'allocation de ressources financières adéquates pour la collaboration avec les personnes vulnérables et leurs communautés, la cartographie des risques, l'accès à l'information relative aux catastrophes, la planification du développement, l'application de normes de construction et d'utilisation des sols, et l'obligation de résultats.

3. Caractéristiques des communautés résilientes

Les communautés du monde entier sont confrontées aux grands défis universels du 21^e siècle : vieillissement de la population, maladies non transmissibles, sida, épuisement des ressources, urbanisation accélérée, dégradation de l'environnement, changement climatique, pauvreté. Dans ce contexte, la crise économique en cours plonge en outre chaque année plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté. Si les défis sont énormes, il existe toutefois de nombreux exemples d'actions locales et de partenariats efficaces dont on peut s'inspirer. A travers les brèves études de cas présentées ci-dessous, nous montrons comment peuvent se définir les caractéristiques de communautés sûres et résilientes, caractéristiques que nous comptons bien utiliser pour concevoir, surveiller et évaluer nos futurs programmes. Elles ont été établies à l'intention de la Fédération internationale par le cabinet de consultants Arup's dans le cadre d'une analyse de la réduction des risques au niveau communautaire consacrée au programme de relèvement de l'après-tsunami.⁹

1. Une communauté résiliente est informée et saine. Elle est capable d'évaluer, de gérer et de contrôler les risques auxquelles elle est exposée, d'acquérir de nouvelles compétences et de tirer les leçons de l'expérience.

Amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance en Ethiopie

Situé au nord de l'Ethiopie, le Tigré est un des neuf Etats du pays. Bordé par l'Erythrée et le Soudan, il est souvent affecté par la sécheresse. Le projet de sécurité alimentaire du Tigré vise à améliorer durablement la situation de 2259 foyers vulnérables (10 500 personnes) dans les secteurs de Dedba, Dergajen et Shibta (district d'Enderta), en mettant l'accent sur le développement de la production agricole alternative et la réduction de la vulnérabilité.

Il a permis d'améliorer les moyens et les conditions d'existence des communautés ciblées grâce à l'introduction de nouvelles sources de revenus et à des programmes de santé et d'assainissement. Amina, mère de deux garçons et trois filles et chef de famille, a participé en 2009 à une session de formation dispensée par la Croix-Rouge éthiopienne et a bénéficié d'un prêt de 2940 Birr (154 francs suisses / 124 euros) dont 2800 (146 francs suisses / 118 euros) représente le capital tandis que le reste étant de 140 Birr (7 francs suisse / 6 euros) compose les intérêts.

Elle a trouvé la formation très utile et très profitable, de même que le soutien technique assuré par des ingénieurs agricoles. Autrefois, son revenu annuel s'élevait à 6000 Birr (314 francs suisses / 254 euros) ; aujourd'hui, il a doublé pour atteindre 12 000 Birr (629 francs suisses / 509 euros) grâce au programme de soutien de la Croix-Rouge, ce qui lui permet d'assurer désormais trois repas quotidiens à sa famille et même d'envoyer ses enfants à l'école. Amina possède maintenant un bœuf, huit chèvres, dix moutons, un âne et dix poules.



Amina a suivi une formation de la Croix-Rouge éthiopienne pour apprendre à engraisser, soigner et commercialiser ses animaux d'élevage.

⁹ Community Based Disaster Risk Reduction Study of the Tsunami Recovery Programme. Ce document n'était pas disponible au moment de la publication du présent rapport. Pour le consulter, nous vous invitons à visiter notre site www.ifrc.org.

2. Une communauté résiliente est organisée. Elle est capable d'identifier les problèmes, d'établir les priorités et d'agir.

Préparation aux catastrophes aux Philippines

Pour répondre aux risques spécifiques à l'archipel et réduire l'impact des catastrophes sur les personnes vulnérables, la Croix-Rouge philippine, la Fédération internationale et d'autres partenaires ont tout au long des quinze dernières années conçu et mis en œuvre des modèles novateurs de gestion communautaire basés sur des approches multisectorielles de la préparation aux catastrophes intégrant un large éventail de risques. L'engagement initial de la Société nationale dans les programmes communautaires de gestion des risques de catastrophes en 1994 avait pour but d'aider l'organisation à évoluer d'une approche jusqu'alors essentiellement réactive à une stratégie proactive de prévention et de préparation au sein des communautés exposées. Le programme initial visait à réduire les conséquences des catastrophes naturelles sur la santé, l'habitat et les moyens de subsistance en se concentrant sur les nombreux risques 'modérés' auxquelles sont confrontées les communautés locales.

Au fil du temps, le programme a intégré des activités axées sur la constitution d'équipes locales de préparation et d'intervention d'urgence baptisées Barangay Disaster Action Teams (BDAT), la formation et l'équipement d'agents de santé communautaire et d'assistance sociale, la conduite d'évaluations des risques par le biais de la méthode VCA (Vulnerability and Capacity Assessment), l'établissement de cartes locales des risques en vue de formuler des plans d'action d'urgence, ou encore la mobilisation et la formation de jeunes et d'enseignants à la préparation aux catastrophes et aux premiers secours. Les BDAT ont par ailleurs reçu des équipements de base tels que bottes en caoutchouc, imperméables, lampes-torches et mégaphones. Dans certaines municipalités (barangays), on a également mis en place des programmes de cartographie géophysique en partenariat avec des entreprises du secteur privé.

Les activités couvrent un large éventail d'interventions incluant la réduction des risques, la protection environnementale, des services de santé et la remise en état ou la construction de bâtiments destinés à servir de centres d'évacuation en cas d'urgence et à accueillir des activités sociales le reste du temps.



3. Une communauté résiliente est investie dans le développement de politiques locales de réduction des risques.

Limitier les obstacles à l'aide humanitaire au Mozambique

Avec ses 2700 km de littoral et ses nombreux fleuves et rivières, le Mozambique est régulièrement – et de plus en plus souvent – frappé par des inondations à grande échelle et des cyclones. Le pays a bénéficié à maintes reprises d'une assistance internationale pour pallier les insuffisances des capacités de réponse locale à des catastrophes majeures, notamment après les inondations et les cyclones de 2001 et 2007. Toutefois, il n'a pas toujours été facile de gérer cette assistance. En 2011, la Croix-Rouge du Mozambique a lancé un projet visant à aider le gouvernement à analyser la législation nationale au regard des directives adoptées en 2007 par les Etats parties aux Conventions de Genève en vue de faciliter les interventions internationales en cas de catastrophe. Cet examen a mis en évidence un sérieux problème concernant l'importation des secours, y compris les médicaments. Suite aux recommandations formulées en 2011 par la Croix-Rouge, le gouvernement a entrepris de réviser la législation pour y inclure des dispositions propres à faciliter l'acheminement des fournitures médicales d'urgence. D'autres recommandations sont également en cours d'intégration dans un nouveau projet de lois sur la gestion des catastrophes.

«L'importation de médicaments était problématique», rapporte Americo Ubisse, secrétaire général de la Croix-Rouge du Mozambique. «Il y avait des délais à la douane à cause d'une bureaucratie très lourde.»





**TANZANIE
MÉRIDIONALE,
Région de Mtwara**

Des enfants du village de pêcheurs de Msanga Mkuu, à 40 km au nord de la frontière mozambicaine. Les habitants ont perdu plusieurs bateaux lors du tsunami de 2004, mais n'ont eu à déplorer aucune victime. Cette communauté est une de celles englobées dans un programme de préparation aux tsunamis conduit par la Croix-Rouge de Tanzanie avec le soutien de la Croix-Rouge française, programme qui comprend des activités de cartographie des risques, des procédures d'évacuation et des cours de formation aux premiers secours.

© Alex Wynter/IFRC

4. Une communauté résiliente est connectée. Elle a des liens avec des acteurs extérieurs qui lui assurent soutien et conseils et lui fournissent si nécessaire une aide matérielle et des services.

Amélioration des moyens de communication d'urgence en Haïti

Depuis le terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti, le programme de communication avec les bénéficiaires a diffusé des informations sur un large éventail de sujets allant de la santé et de l'hygiène, y compris le choléra, aux alertes météorologiques et à la préparation en prévision des ouragans. L'accent a été mis sur une communication à double sens afin que les Haïtiens puissent s'exprimer et que leurs besoins et points de vue soient pris en compte dans le processus de relèvement.

Le programme fait appel à diverses technologies conventionnelles et nouvelles. Citons, par exemple, les SMS qui touchent des millions d'utilisateurs de téléphones mobiles, une émission de radio hebdomadaire diffusée sur tout le territoire, les affiches apposées dans les camps ou un centre d'appel permettant aux usagers d'exprimer leurs interrogations et doléances. Grâce à un partenariat avec Trilogy International Partners, propriétaire du réseau haïtien de téléphonie mobile Voilà, quelque 50 millions de textos ont été envoyés depuis janvier 2010. Un quart des personnes interrogées ont déclaré avoir reçu des informations de la Croix-Rouge sur leur téléphone mobile, 95% d'entre elles les ont jugées utiles et 90% ont affirmé qu'elles les avaient amenés à changer certaines choses dans leur vie courante. Il est crucial de donner aux bénéficiaires la possibilité de poser des questions sur les services fournis par la Croix-Rouge. A cet effet, un centre d'appel a été ouvert avec un partenaire local afin de permettre aux Haïtiens de s'informer et de formuler leurs éventuelles critiques concernant les programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'abris.

* Le rapport d'évaluation sur la communication avec les bénéficiaires a été publié le 18 octobre à Haïti. Pour en savoir plus, se connecter au lien suivant : <http://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/reports/IFRC-Haiti-Beneficiary-Communications-Evaluation-EN.pdf>

*« Les technologies mobiles bouleversent notre façon de travailler en optimisant notre aptitude à communiquer avec les membres de la communauté, à collecter des informations en temps réel, à mettre en œuvre des stratégies adaptées au terrain auxquelles nous n'aurions pas songé auparavant – et les résultats sont tangibles et prometteurs », déclare Matthias Schmale, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale.**





**MONGOLIE,
Province de Khentii**

Buyannasan, issue d'une famille d'éleveurs, travaille depuis de nombreuses années pour la Croix-Rouge de Mongolie dans la province de Khentii, à l'est de la capitale Oulan-Bator. Soutenus par la Croix-Rouge britannique, elle et ses collègues volontaires visitent au moins deux fois par mois des personnes âgées, les aidant dans les tâches ménagères, leur apportant nourriture et médicaments ou leur tenant tout simplement compagnie.

© Palani Mohan/IFRC

5. Une communauté résiliente dispose d'infrastructures et de services. Elle bénéficie d'un système efficace pour limiter l'impact, par exemple, du changement climatique. Elle est capable d'entretenir, de réparer et de rénover le système.

Vietnam – Limiter les dégâts ? Oui, mais pas seulement.

La mangrove a son rôle à jouer pour consolider les moyens de subsistance et limiter l'impact du changement climatique. Depuis 1994, la Croix-Rouge du Vietnam poursuit un programme communautaire de restauration de la mangrove et de préparation aux catastrophes. Face aux conséquences dramatiques de la destruction accélérée des forêts de palétuviers au cours des décennies précédentes, la section de Thai Binh avait décidé en 1993 de renverser la tendance en réhabilitant l'écosystème intertidal. La Croix-Rouge danoise a adopté le projet et soutient depuis 1994 un programme de reboisement dans la région. Après quelques déboires initiaux, celui-ci a donné des résultats encourageants et, en 1997, il a été élargi à sept autres provinces côtières. La Croix-Rouge du Japon a à son tour assuré le financement des activités via la Fédération internationale dans six provinces. À partir du début des années 2000, le programme a connu un nouveau développement encore avec l'introduction de formations à la préparation aux catastrophes et la plantation de bambous et de casuarinas sur les berges des cours d'eau.

Le programme a eu un impact notable en termes non seulement de réduction des risques de catastrophes, mais aussi d'amélioration des conditions d'existence des communautés locales. Si l'on compare les dégâts causés par des typhons similaires avant et après l'intervention, on observe que le coût des dommages aux digues a diminué de 80 000 à 295 000 dollars dans les communes étudiées. C'est moins que le prix de revient des plantations de palétuviers, mais des économies beaucoup plus importantes ont été réalisées au niveau de l'ensemble des populations bénéficiaires – jusqu'à 15 millions de dollars dans certaines municipalités – et la valeur ajoutée du programme dans les quelques cas qui ont fait l'objet d'une évaluation approfondie excède déjà son coût global.

* <http://community.eldis.org/.59ed5e90>

*«Il reste deux questions cruciales à régler», note Bhupinder Tomar, représentant de la Fédération internationale à Hanoi. «Premièrement, les palétuviers, les bambous et les casuarinas ne sont pas éternels et le travail de protection doit être envisagé sur un avenir à très long terme. Deuxièmement, l'absence actuelle d'une stratégie de retrait menace la durabilité de certaines réalisations, d'autant que les sections de la Croix-Rouge du Vietnam demeurent financièrement dépendantes de soutiens extérieurs pour bon nombre de leurs programmes.»**



6. Une communauté résiliente a des perspectives économiques. Elle bénéficie d'un éventail diversifié d'opportunités d'emplois, de revenus et de services financiers. Elle est flexible, pleine de ressources et a la capacité d'affronter l'incertitude et de réagir (proactivement) au changement.

Le volontariat communautaire, clé du renforcement de la résilience au Burundi*

La Croix-Rouge du Burundi dispose de quelque 300 000 volontaires dans 98% des près de 3000 communes du pays. Ces volontaires se réunissent chaque semaine afin d'identifier les personnes vulnérables au sein de leurs communautés et de définir les meilleurs moyens de les aider à travers des activités qui contribuent à réduire globalement les vulnérabilités locales : entretien des parcelles des personnes âgées, collecte d'eau et de bois de chauffage pour les malades, construction et réparation de maisons pour les réfugiés rapatriés. Ils s'occupent également d'amener les malades à l'hôpital et règlent souvent les frais médicaux des personnes démunies.

Les volontaires ciblent en priorité les plus vulnérables – veuves avec enfants à charge, personnes âgées, handicapés... Ils plantent des arbres pour freiner l'érosion, aménagent des terrasses pour prévenir les glissements de terrain. Un soutien extérieur élémentaire, comme la formation aux techniques de base des premiers secours ou aux méthodes de cartographie des risques, les aident à élargir leur champ d'activité. Les groupes de volontaires stockent de petites réserves de fournitures essentielles chez les uns ou les autres afin de pouvoir répondre à d'éventuelles urgences.

Ce ne sont pas seulement les effets directs de leurs activités qui renforcent la résilience individuelle ou communautaire. Dans ce pays où le souvenir des violences interethniques des années 1990 est encore cruellement présent, le fait que des Hutus et des Tutsis s'engagent dans des activités communes non partisans contribue à développer le capital social de leurs communautés et par voie de conséquence la capacité collective à limiter le risque de violences futures. Comme le confirme un volontaire : **«Aujourd'hui, nous travaillons côte à côte pour aider les personnes vulnérables et les liens que nous avons tissés rendent impossible le retour de la guerre civile»**. Ce capital social favorise en retour des activités de développement communautaire qui consolident la résilience individuelle. Ainsi, par exemple, on met en place des systèmes d'épargne ou des activités rémunératrices dont les profits sont partagés entre les sections locales de la Croix-Rouge et les participants individuels. Dans bien des cas, les autorités locales soutiennent ces processus à travers la mise à disposition de parcelles de terrain. Mais la plus grande contribution à la résilience qu'apportent ces groupes de volontaires réside probablement dans la promotion du principe d'auto-assistance. **«Les Burundais peuvent aussi être des donateurs»** – une assertion qui reflète bien la conviction que même les plus pauvres des gens peuvent agir au sein de leur communauté afin de réduire leurs vulnérabilités, de promouvoir leur propre développement et ce faisant de renforcer leur résilience collective.

Si c'est principalement au niveau local que cet esprit d'entreprise se concrétise, des signes indiquent qu'il peut toutefois avoir un impact régional et même national. Lorsque, en 2008, la disette a frappé une province voisine, des volontaires de la province de Makamba ont spontanément fait du porte à porte pour solliciter de l'aide et recueilli ainsi quelque 300 tonnes de nourriture en trois jours, dans une région pourtant confrontée elle-même à l'insécurité alimentaire. Ce genre de mobilisation et d'engagement collectifs est la clé de la résilience des Burundais pour les années à venir.

* Au Burundi, l'existence de réseaux permanents de volontaires communautaires de la Croix-Rouge a un impact très tangible et considérable sur la résilience des collectivités locales face aux risques de futures violences interethniques, à l'insécurité alimentaire et à l'absence ou l'insuffisance des services public. <http://www.ifrc.org/docs/Evaluations/Evaluations2011/Africa/978-92-9139-180-6%20Burundi-evaluation-report.pdf>



« Quand je me suis cassé la jambe, les volontaires de la Croix-Rouge ont entretenu mon champ. S'ils n'avaient pas été là, j'aurais dû vendre ma terre pour manger. »

7. Une communauté résiliente peut gérer ses propres ressources naturelles. Elle en reconnaît la valeur et est capable de les préserver, de les améliorer et de les entretenir.

Renforcer la résilience dans des régions du Laos et du Cambodge infestées par les mines

Le Laos et le Cambodge sont les pays les plus massivement bombardés de la planète. La présence d'une multitude de mines antipersonnel et autres engins non explosés interdit l'exploitation des terres pour l'agriculture et l'élevage, compromettant la sécurité alimentaire dans les régions contaminées. Les deux pays sont en outre fortement exposés à des catastrophes naturelles et d'origine humaine qui, récemment, ont exacerbé la vulnérabilité des communautés affectées. Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge travaillent en étroite collaboration avec leurs gouvernements, les Sociétés sœurs du Mouvement et d'autres partenaires pour mener au bénéfice des populations vulnérables des activités de soutien et de prévention. Au Laos, la Croix-Rouge assure par exemple des services de soins et d'assistance en faveur des personnes séropositives au VIH et des tuberculeux. Elle conduit également des programmes de santé communautaire axés sur la nutrition et sur la santé maternelle et infantile, ciblant tout spécialement les personnes les plus fragiles pour tenter d'améliorer leur espérance de vie et leurs conditions d'existence. Au Cambodge, la Société nationale propose des systèmes de micro-financement qui permettent aux plus démunis de créer des activités telles que vente de produits alimentaires ou de mets cuisinés, agriculture ou élevage, échoppe de barbier ou de coiffure, atelier de réparation de bicyclettes ou de téléviseurs, ou confection de vêtement. Les aides financières profitent également aux communautés vivant dans des zones à haut risque à cause de la présence des mines et aux personnes handicapées.

« Au Cambodge, beaucoup de gens continuent de mourir, de perdre des membres ou la vue à cause des mines antipersonnel », rappelle Men Neary Sopheak, secrétaire général adjoint de la Croix-Rouge du Cambodge. « Nous ne pouvons pas nous permettre de relâcher notre effort de prévention et d'éducation. Sinon, nous serons confrontés à une recrudescence d'accidents et de décès, car les gens tendent à oublier la menace jusqu'à ce qu'un nouveau drame se produise. »





PAKISTAN,
Dr. Riaz.

Membre d'une unité médicale mobile du Croissant-Rouge du Pakistan, le docteur Riaz s'entretient avec un patient à Soomer Khan Chandio, un village de la province du Sindh. Les équipes mobiles du Croissant-Rouge traitent quelque 200 patients par jour.

Au total, 4,8 millions de volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont engagés dans des programmes de santé à travers le monde entier.

© Olivier Matthys/IFRC

Conclusion: Le moment est venu de repenser notre action

A l'heure où nous mettons sous presse, nous sommes une fois de plus confrontés à une dramatique insécurité alimentaire au Sahel et dans d'autres parties du monde. Les souffrances de millions d'individus qui n'ont pas assez à manger nous rappellent si besoin était que les simples distributions de nourriture ne suffisent pas à régler le problème. Tout en faisant le nécessaire pour sauver des vies dans l'urgence, nous devons tout mettre en œuvre afin de renforcer la résilience des personnes vulnérables et de leurs communautés et éradiquer les facteurs sous-jacents de vulnérabilité.

La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge sont réputés pour leur action humanitaire à travers le monde, mais, depuis bien longtemps, ils sont également engagés dans des efforts de développement. En réalité, la distinction entre ces deux sphères d'intervention n'a guère de sens pour les personnes affectées par les crises. C'est pourquoi nous appelons à un changement d'état d'esprit et invitons tous les acteurs concernés à unir leurs efforts pour améliorer durablement les conditions d'existence des populations vulnérables. Pour cela, nous devons cesser d'enfermer les organisations dans des compartiments étanches et réfléchir à ce que nous pouvons tous ensemble faire concrètement en matière non seulement de réponse aux catastrophes, mais aussi de réduction des risques, de santé publique, de développement durable et de protection des droits fondamentaux de la personne humaine. Nous nous réjouissons de poursuivre et intensifier nos efforts dans ce sens avec tous nos partenaires clés.



INDONÉSIE, Village de Reroroja, Flores

Il a fallu vingt ans de labeur à Baba Akong, à sa femme Anselina et à leurs six enfants, ainsi qu'aux amis et voisins de la famille pour planter pas moins de 30 hectares (300 000 mètres carrés!) de palétuviers afin de protéger leur village côtier contre les tempêtes et les raz-de-marée. Baba Akong, un pisciculteur dont les bassins d'élevage sont eux-mêmes nichés au cœur de la mangrove, est aujourd'hui un modèle pour tous les acteurs engagés dans la réduction des risques liés aux catastrophes à travers le monde entier. En 2009, son formidable travail a été distingué par le prix Kalpataru dans la catégorie Pionnier environnemental. Il est un véritable héros à Flores.

© Alex Wynter/Cruz Roja Neerlandesa



JAMAÏQUE,
Jermaine Murray

Jermaine Murray, un musicien de 23 ans, travaille depuis février 2011 comme formateur dans le cadre du SASSY, un programme de sensibilisation des jeunes sur les maladies sexuellement transmissibles mis sur pied par la Croix-Rouge jamaïcaine. Chaque vendredi, il organise une réunion avec des jeunes de son quartier afin de les mettre en garde contre le VIH et d'autres risques associés à la sexualité.

Au niveau individuel, la résilience consiste dans la capacité de rebondir et de préserver sa qualité de vie face à des circonstances adverses. Jermaine contribue efficacement par son engagement bénévole à promouvoir un mode de vie sain.

© Nigel Dickinson

Les Principes fondamentaux du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Humanité Né du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, sous son aspect international et national, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Il tend à protéger la vie et la santé ainsi qu'à faire respecter la personne humaine. Il favorise la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples.

Impartialité Il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Il s'applique seulement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité aux détreesses les plus urgentes.

Neutralité Afin de garder la confiance de tous, le Mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.

Indépendance Le Mouvement est indépendant. Auxiliaires des pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leur pays respectif, les Sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie qui leur permette d'agir toujours selon les principes du Mouvement.

Volontariat Il est un mouvement de secours volontaire et désintéressé.

Unité Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire au territoire entier.

Universalité Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, au sein duquel toutes les Sociétés ont des droits égaux et le devoir de s'entraider, est universel.

Secrétariat de la Fédération internationale

Case postale 372
CH-1211 Genève 19
Suisse
Téléphone: +41 22 730 42 22
Télécopie: +41 22 733 03 95
Courriel: secretariat@ifrc.org

www.ifrc.org

Sauver des vies, changer les mentalités.